



6 novembre 2018

NEGOCIER, enfin, la transition écologique !

Les remous provoqués par la hausse des prix du carburant témoignent, pour l'UNSA, du besoin d'un changement radical et urgent de méthode et de contenu politiques.

L'UNSA considère la transition écologique comme une nécessité absolue et incontournable. Le retard pris en la matière, notamment dans la lutte contre le réchauffement climatique, les impératifs de santé publique la rendent d'autant plus complexe que la notion d'urgence se rapproche.

Pour y faire face, cela suppose que des caps volontaristes précis et compréhensibles soient fixés, mais aussi que les moyens et l'accompagnement pour les atteindre soient également arrêtés.

Dans cette optique, la prise en compte du coût social ne peut continuer, pour l'UNSA, à être oubliée ou considérée comme subalterne comme c'est le cas aujourd'hui.

A contrario, elle est une condition impérative de la réussite des difficiles transformations et réorientations qui doivent être opérés pour préserver notre environnement car elle en conditionne l'acceptation sociale et donc la réussite.

C'est pourquoi l'UNSA, comme elle l'a déjà demandé à plusieurs reprises au gouvernement, revendique que la négociation d'une transition écologique juste soit enfin inscrite rapidement et sérieusement à l'agenda social.

Les choix économiques et leurs impacts, l'implication des entreprises et des grands pollueurs, les contreparties et compensation sociales indispensables à construire, à commencer pour les plus démunis de nos concitoyens, devront y être discutées et définies.

Mais, pour l'UNSA, à ce changement de méthode, à ce changement de contenu, doit aussi être associé un changement d'échelle. On ne peut sérieusement prendre en compte la difficulté sociale liée à la transition écologique sans disposer d'instruments à la hauteur.

La taxation carbone, dont l'UNSA défend le principe, doit ainsi y être totalement affectée et pas seulement à hauteur de 20 % comme aujourd'hui, ravalée qu'elle est à une fonction d'outil d'ajustements budgétaires, sur des objectifs de surcroît socialement particulièrement injustes. Elle doit servir, par exemple, à recalibrer, en montant comme en nombre, les dispositifs tels que le chèque énergie ou la prime à la reconversion des véhicules automobiles, pour en faire de vraies réponses et pas un simple appoint, inadapté pour celles et ceux qui vivent la précarité. Elle peut servir aussi d'appui pour mettre en place des dispositifs d'accompagnement d'urgence du type chèque-carburant, impliquant les entreprises et les collectivités.

De cette crise du carburant, révélatrice d'un mécontentement plus général accumulé quant à l'écoute et la considération sociales dans notre pays, il peut sortir le pire comme le meilleur.

Prendre à bras le corps le déficit de cohésion sociale du pays, assumer la difficile responsabilité d'avancer dans les transitions, écologique, numérique, technologique incontournables en mettant en leur au cœur la justice sociale, entrer pour cela dans une logique de co-construction et de négociation plutôt que de s'isoler dans ses certitudes, c'est l'option que l'UNSA pose dans le débat public et à laquelle elle est prête à contribuer.

Le gouvernement, comme l'ensemble des responsables publics, sont aujourd'hui au pied du mur.